



## Communauté de communes Du Rhône Aux Gorges de l'Ardèche

### Modification n°2 du PLU de Saint-Martin-d'Ardèche

Livre 1 – Documents administratifs

Livre 2 – Notice de présentation

Livre 3 – Pièces modifiées du PLU

### Livre 4 – Volet Environnemental

Livre 4 – Annexe 1 – Formulaire saisine au cas par cas

Historique des procédures	
Elaboration du PLU	2008
Modification n°1 du PLU	2011
Modification simplifiée n°1 du PLU	2021
Modification n°2 du PLU	Prescription le 28 novembre 2024 par la délibération n°2024-133

## Table des matières

I. Préambule .....	3
II. Références législatives et réglementaires.....	3
III. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification .....	5
III.1. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas .....	5
III.2. L'Auto-évaluation.....	5
III.3. Compléments cartographiques au formulaire.....	7
III.3.1 Contexte territorial .....	7
III.3.2 Contexte patrimonial.....	9
III.3.3 Situation environnementale.....	10
III.3.3.1 Milieux naturels .....	10
III.3.3.2 Risque inondation et aléa retrait gonflement des argiles .....	14

## I. Préambule

Ce livre 4 centralise les éléments, principalement cartographiques, qui illustrent certaines données du formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification. En complément du livre 2 qui expose les motifs et les objectifs d'évolution du PLU de Saint Martin d'Ardèche, celui-ci facilite la lecture du contexte environnemental de la commune.

## II. Références législatives et réglementaires

La procédure engagée implique un examen au cas par cas sur la base des dispositions du 3° du III de l'article L122-4 et de l'article R122-17 du code de l'environnement pour déterminer si elle doit être soumise au non à une évaluation environnementale. L'Autorité Environnementale sera donc saisie au titre des articles R104-33 et suivants du code de l'urbanisme.

### Article L122-4 du code de l'Environnement

III. - Font l'objet d'une évaluation environnementale systématique ou après examen au cas par cas par l'autorité environnementale :

[...] 3° Les modifications des plans et programmes mentionnés au II et au 1° et au 2° si elles sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

### Article R122-17 du code de l'Environnement

[...] II. – Les plans et programmes susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas sont énumérés ci-dessous :

11° Plan local d'urbanisme ne relevant pas du I du présent article ;

### La procédure d'examen au cas par cas est aussi référencée dans le code de l'urbanisme :

**Sous-section 4 : Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable articles R104-33 à 36**

### Article R104-33

[...] elle [la personne publique responsable] saisit l'autorité environnementale pour avis conforme dans les conditions prévues aux articles [R. 104-34 à R. 104-37](#) et, au vu de cet avis conforme, prend une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.

### Article R104-34

En application du second alinéa de l'article [R. 104-33](#), la personne publique responsable transmet à l'autorité environnementale un dossier comprenant : 1° Une description de la carte communale, de la création ou de l'extension de l'unité touristique nouvelle ou des

évolutions apportées au schéma de cohérence territoriale, au plan local d'urbanisme ou à la carte communale ; 2° Un exposé décrivant notamment : a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme ou, le cas échéant, pour l'unité touristique nouvelle, les éléments mentionnés aux 2°, 3° et 5° du I de l'article [R. 122-14](#) ; b) L'objet de la procédure d'élaboration ou d'évolution ; c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure ;

d) Les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE

du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

L'exposé mentionné au 2° est proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée.

La liste détaillée des informations devant figurer dans l'exposé est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

#### Article R104-35

Le dossier mentionné à l'article [R. 104-34](#) est transmis à un stade précoce et, au plus tard, avant l'examen conjoint, la soumission pour avis ou la notification aux personnes publiques associées, au service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale), qui en accuse réception.

[...]

Au regard du dossier mentionné à l'article R. 104-34, l'autorité environnementale rend un avis conforme, dans un délai de deux mois à compter de la réception initiale du dossier, sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale et le transmet à la personne publique responsable. En l'absence de réponse dans ce délai, l'avis de l'autorité environnementale est réputé favorable à l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34. L'avis ou la mention de son caractère tacite, ainsi que, dans ce dernier cas, le formulaire mentionné à l'article R. 104-34 sont mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale et joints au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

#### Article R104-36

La décision mentionnée à l'article [R. 104-33](#) est prise :

[...]

2° Par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent mentionné à l'article [L. 153-8](#), le conseil de territoire mentionné à l'article L. 134-13 ou le conseil municipal lorsque le plan local d'urbanisme est révisé, dans le cas mentionné au II de l'article [R. 104-11](#), modifié ou mis en compatibilité en application de l'article [R. 153-15](#) ;

[...]

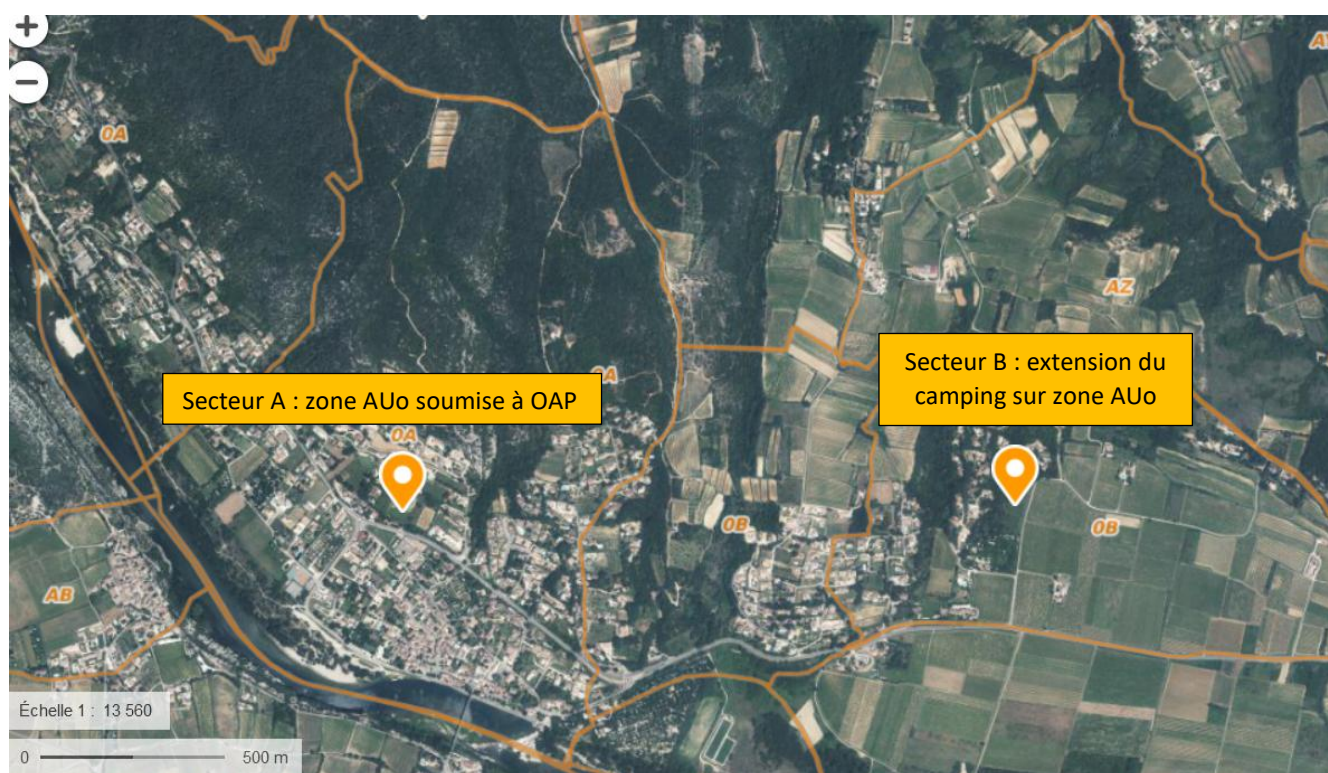
### III. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification

La partie suivante vise à illustrer certaines informations renseignées dans le formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification disponible en annexe du présent livre.

#### III.1. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas

Ce formulaire est consultable en annexe du livre 4.

Vu que la modification du PLU concerne deux sujets distincts sur deux secteurs A et B, la carte suivante les localise :



#### III.2. L'Auto-évaluation

Comme précisé dans le formulaire de saisine, l'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure compte tenu de sa nature, de sa localisation en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Vu les critères renseignés dans le formulaire, ceux potentiellement (directement ou indirectement) concernés par la procédure d'évolution du document d'urbanisme communal apparaîtront dans la grille suivante. Il est, en plus, ajouté les deux derniers critères relatifs à l'occupation des sols et réseaux dont le traitement des rejets qui n'apparaissent pas dans le formulaire.

## Grille d'auto-évaluation →

Thématique / enjeux du secteur	Secteur A – OAP la Joyeuse		Secteur B – Zone d'extension du camping	
	Oui + évaluation de l'incidence	Non	Oui + évaluation de l'incidence	Non
Patrimoine bâti – servitude d'utilité publique AC1 relatif aux Monuments Historiques	Zone d'OAP en partie couverte par le périmètre de 500m de l'immeuble inscrit Max Ernst  Très faible incidence puisque la topographie du site ne montre aucune visibilité avec le bien protégé			X
Patrimoine paysager et écologique  ZNIEFF type 2	Ensemble fonctionnel formé par l'Ardèche et ses affluents (820002843)  50% de la zone d'aménagement qui est couvert par le périmètre de la ZNIEFF type 2 Très faible incidence sur la fonctionnalité de cet ensemble			X
Patrimoine paysager et écologique  ZICO	ZICO Basse Ardèche. Le site à projet se situe à la limite du périmètre ZICO. D'une surface totale de 46 000 ha, la zone à urbaniser impactera 1 ha. de la ZICO soit 0.002%  Très faible incidence sur la fonctionnalité de cet ensemble			X
Occupations des sols – Intégration paysagère	Zone actuellement naturelle même si classée en zone à urbaniser dans le PLU  Le projet urbain supprimera un espace naturel. Vu la densité opérée, l'optimisation du foncier est justifiée et évite (sur le principe ERC) de localiser une zone en extension de l'enveloppe urbain sur un site agricole par exemple.  Vu le dénivelé moyen faible, les constructions seront adaptées à la pente et intégrées à leur site.		Zone actuellement boisée – strate moyenne sans vieilles espèces (+30 ans) même si classée en zone à urbaniser dans le PLU  Débroussaillage à prévoir pour respecter la doctrine incendie  Implantation d'une 20 <sup>e</sup> d'HLL sur le secteur d'extension + 20 emplacements nus + bloc sanitaire.	

Thématique / enjeux du secteur	Secteur A – OAP la Joyeuse		Secteur B – Zone d’extension du camping	
	Oui + évaluation de l’incidence	Non	Oui + évaluation de l’incidence	Non
	Faible incidence du projet sur la fonctionnalité naturelle de la zone et sur les paysages			
Réseaux Traitement rejet eau	Zone desservie par l’assainissement collectif – pas de rejet dans le milieu naturel		Nouvel ANC en projet conforme aux volumes projetés (dossier déclaration Loi sur l’Eau déposé avec accord de l’Etat	

L’évolution prévue sur les deux secteurs se situe en dehors :

- De La réserve naturelle nationale des Gorges de l’Ardèche
- D’un site N2000 (ZPS ou SIC)
- D’un Site inscrit ou classé au titre de la loi Paysage
- D’une zone sous arrêté préfectoral de protection du biotope
- D’une ZNIEFF type 1
- D’un Plan de prévention du risque inondation pour la commune de St Martin
- D’un classement ICPE – industrielle ou agricole
- D’un classement EBC – espace boisé classé
- D’une zone humide référencée par le conservatoire d’espaces naturels ou le SAGE Ardèche
- D’un ENS – espace naturel sensible
- Du périmètre éloigné de protection de captage La Piboulette
- De l’aléa fort du risque gonflement -retrait des argiles

**Cette auto-évaluation conclut en l’absence d’incidences notables sur l’environnement des deux secteurs (A et B) soumis à modification.**

Dans le cadre du PLUi-h en élaboration sur le territoire, il est prévu de décliner localement la trame verte et bleue régionale et d’identifier des éléments bâtis ou naturels au titre des articles L151-19 et 23 du code de l’urbanisme qui ne sont pas concernés par ces projets d’évolution.

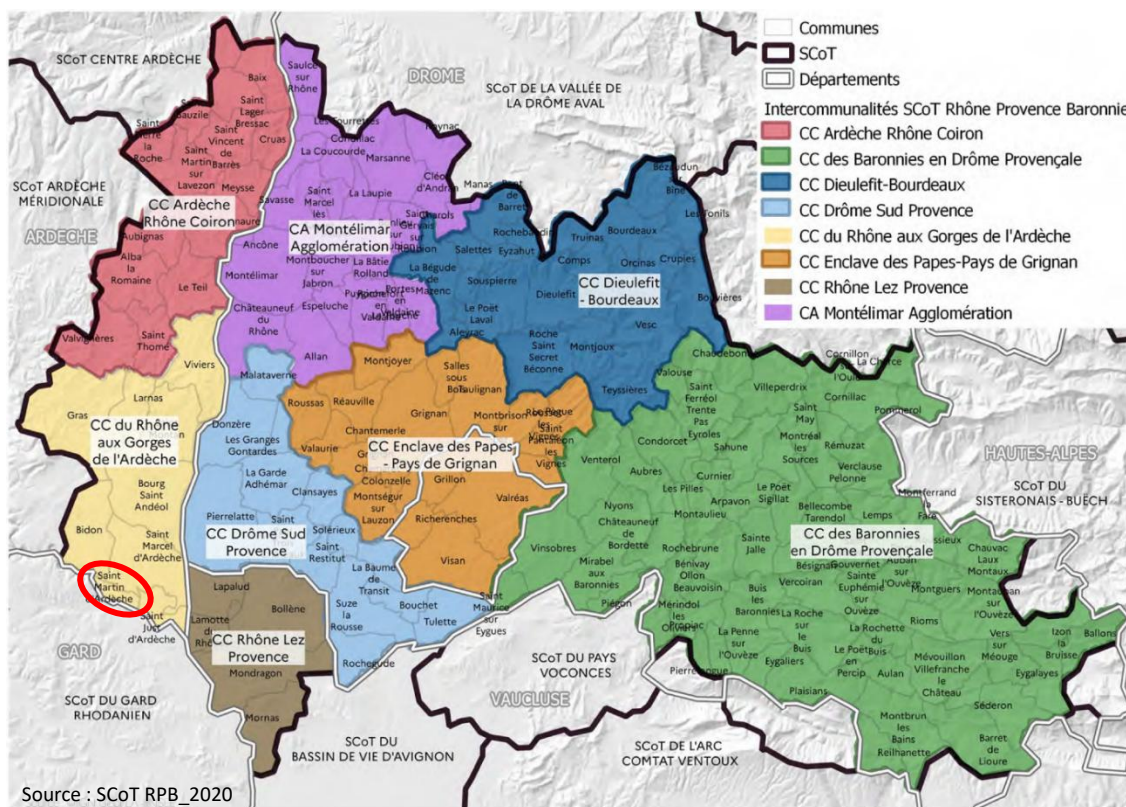
### III.3. Compléments cartographiques au formulaire

#### III.3.1 Contexte territorial

La cartographie suivante positionne la commune de Saint-Martin-d’Ardèche au sud de l’intercommunalité DRAGA appartenant au périmètre du SCoT Rhône Provence Baronnies, bordée par la rivière Ardèche et limitrophe au département du Gard.

Le périmètre du SCoT Rhône Provence Baronnies est créé par arrêté inter-préfectoral depuis le 6 novembre 2017. Il couvre 177 communes, structurées en 8 intercommunalités (1 communauté d’agglomération et 7 communautés de communes).

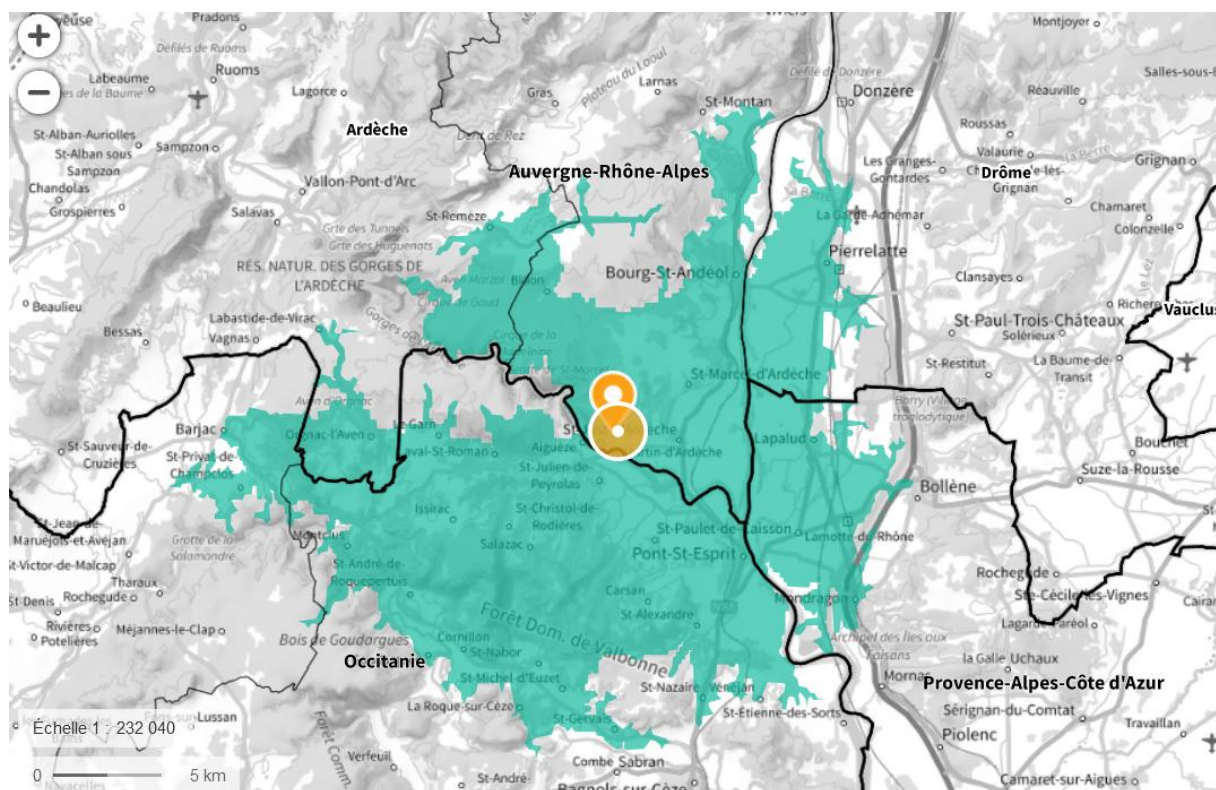




La prescription du SCoT est intervenue le 27 avril 2021 mais n'est pas approuvée. Le syndicat finalise en cette fin d'année 2024 le PAS – Projet d'Aménagement Stratégique (= PADD du PLUi-h).

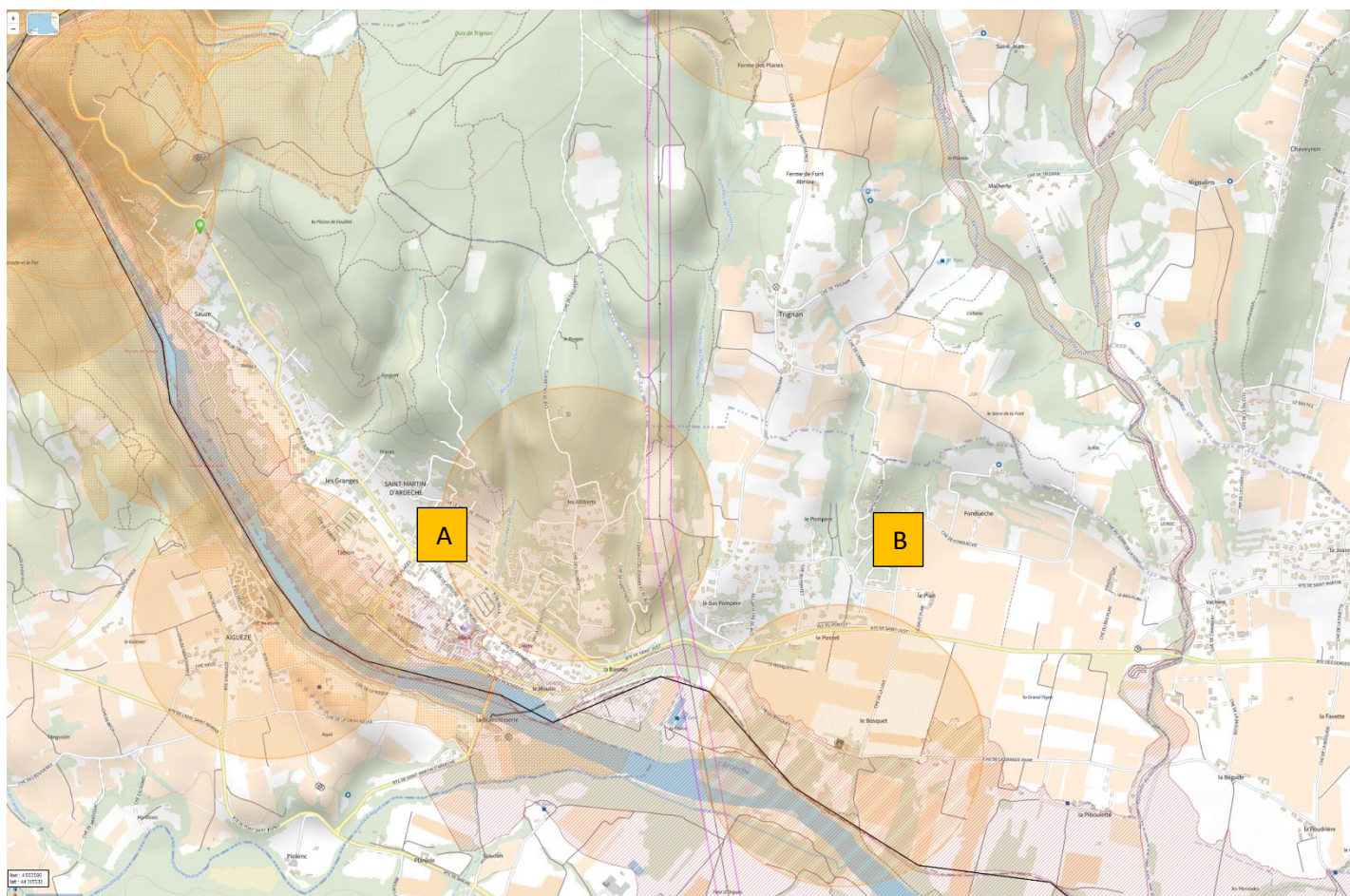
Traversée par la RD 210, la commune de Saint-Martin-d'Ardèche se situe à moins de 20 min de la gare de Pont Saint Esprit (desserte vers l'Occitanie principalement) et à moins de 30 min de l'accès autoroutier (A7) de Bollène (tache isochrone de 30 min sur la carte ci-dessous).

La ligne 20, de Montélimar vers Pont-Saint-Esprit fait 1 arrêt sur la commune de Saint-Martin-d'Ardèche.





### III.3.2 Contexte patrimonial



Le secteur A (évolution de la zone AUo soumise à OAP) se situe en partie dans le périmètre de 500m généré par la Maison Ernst mais le secteur n'est pas en co-visibilité direct. Avec cette dernière.

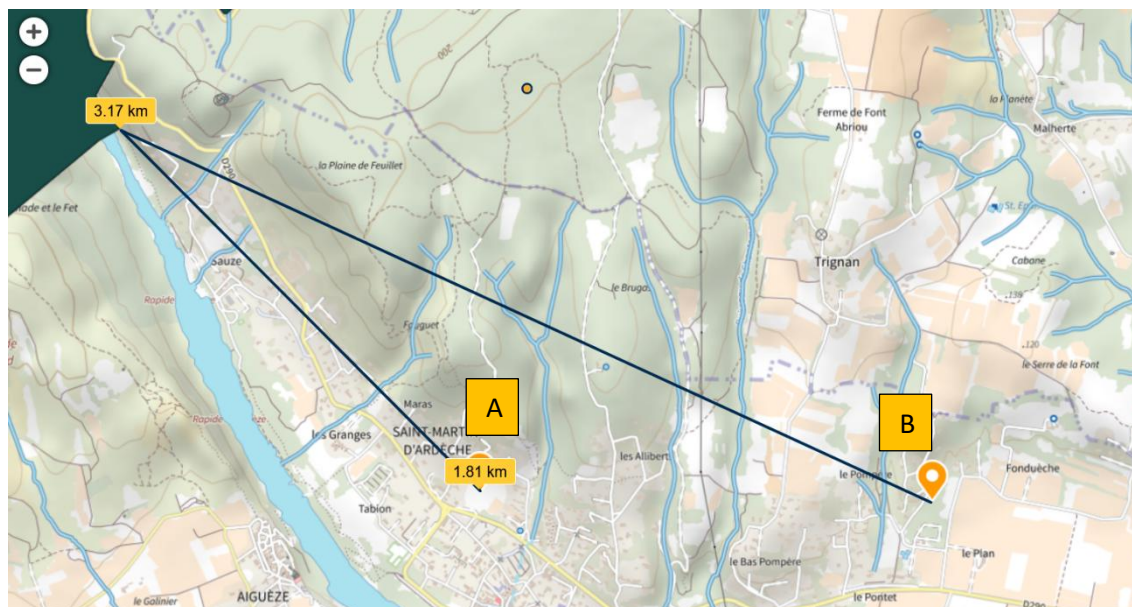


### II.3.3 Situation environnementale

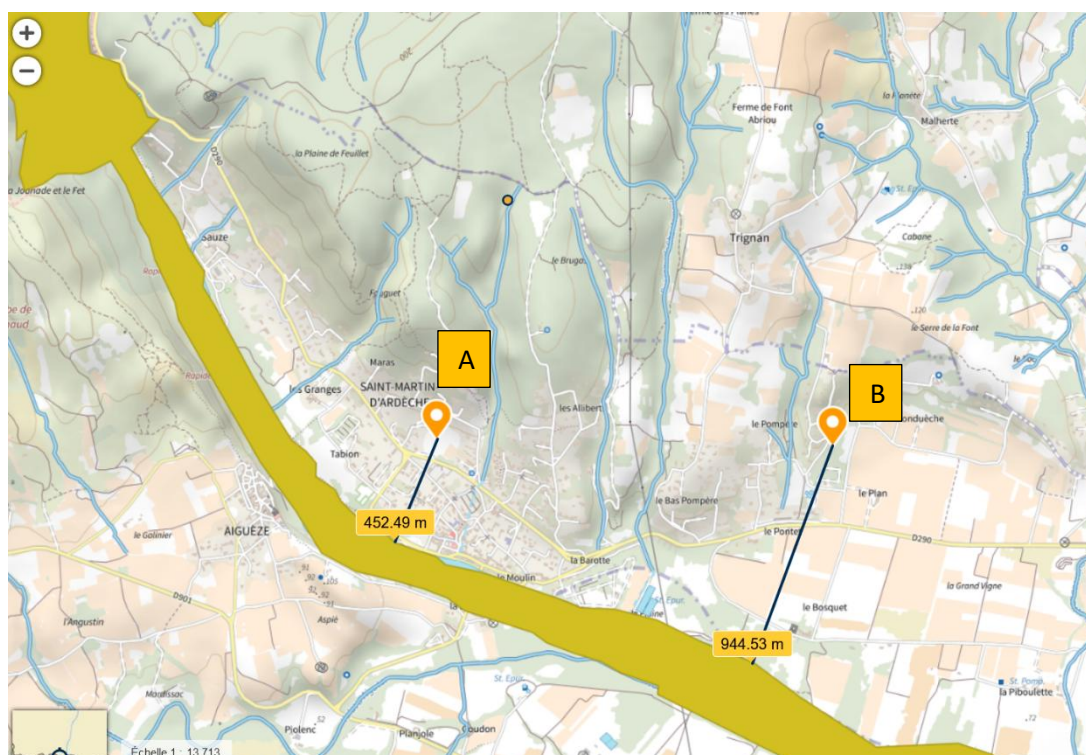
Cette partie à vocation à cartographier les périmètres existants des milieux naturels avec un rappel de la trame verte et bleue proposée dans le SRADET. Elle est complétée par des cartes d'occupation des sols et du risque inondation et l'aléa retrait gonflement des argiles.

#### III.3.3.1 Milieux naturels

Distance entre les secteurs de projet et la Réserve Naturelle Nationale des Gorges de l'Ardèche :

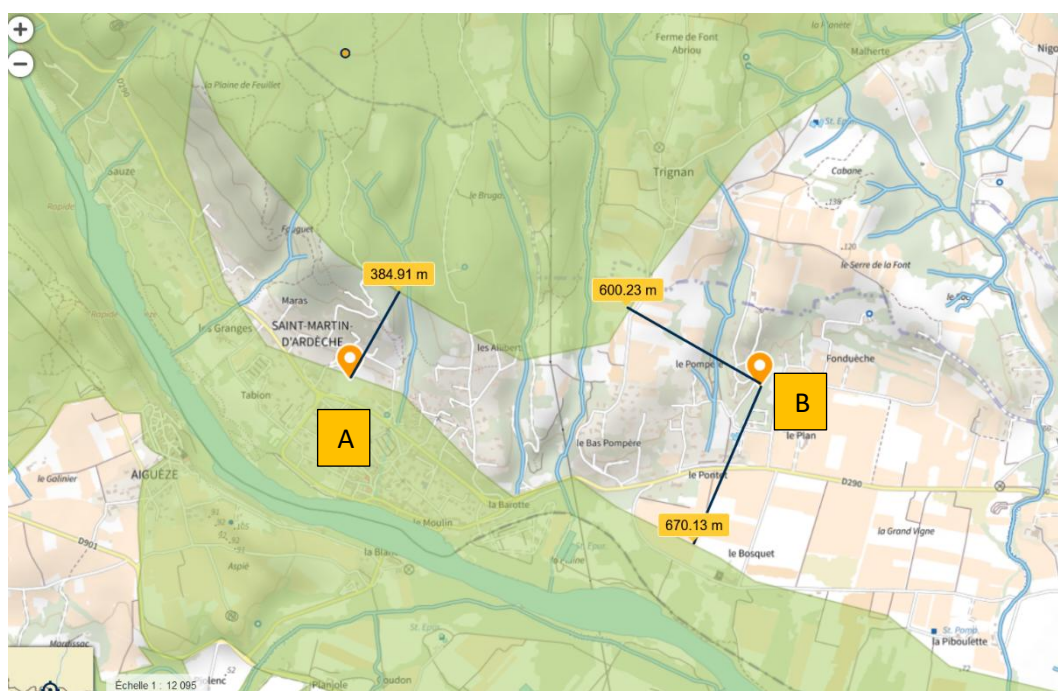


Distance entre les secteurs de projet et les sites N2000 Basse Ardèche (SIC et ZPS)

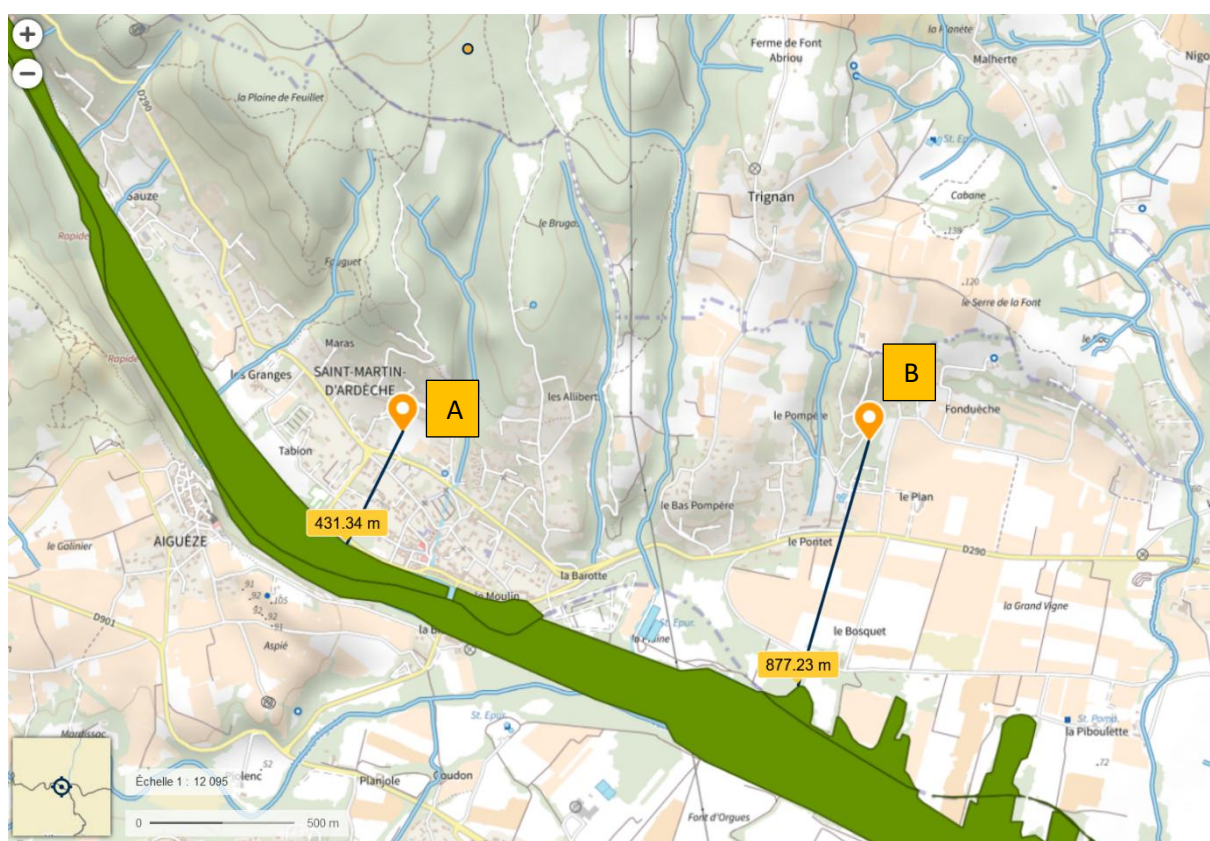




Distance entre les secteurs de projet et les ZNIEFF type 2 :

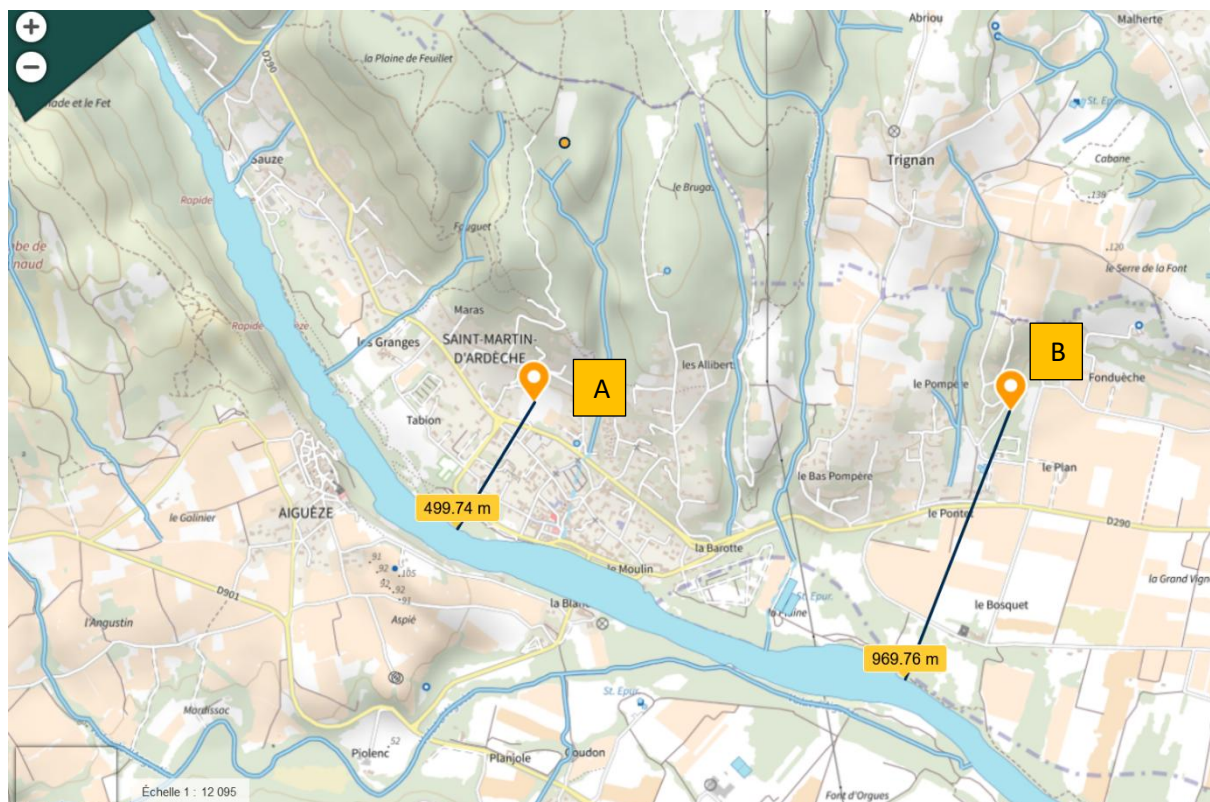


Distance entre les secteurs de projet et les ZNIEFF type 1 :

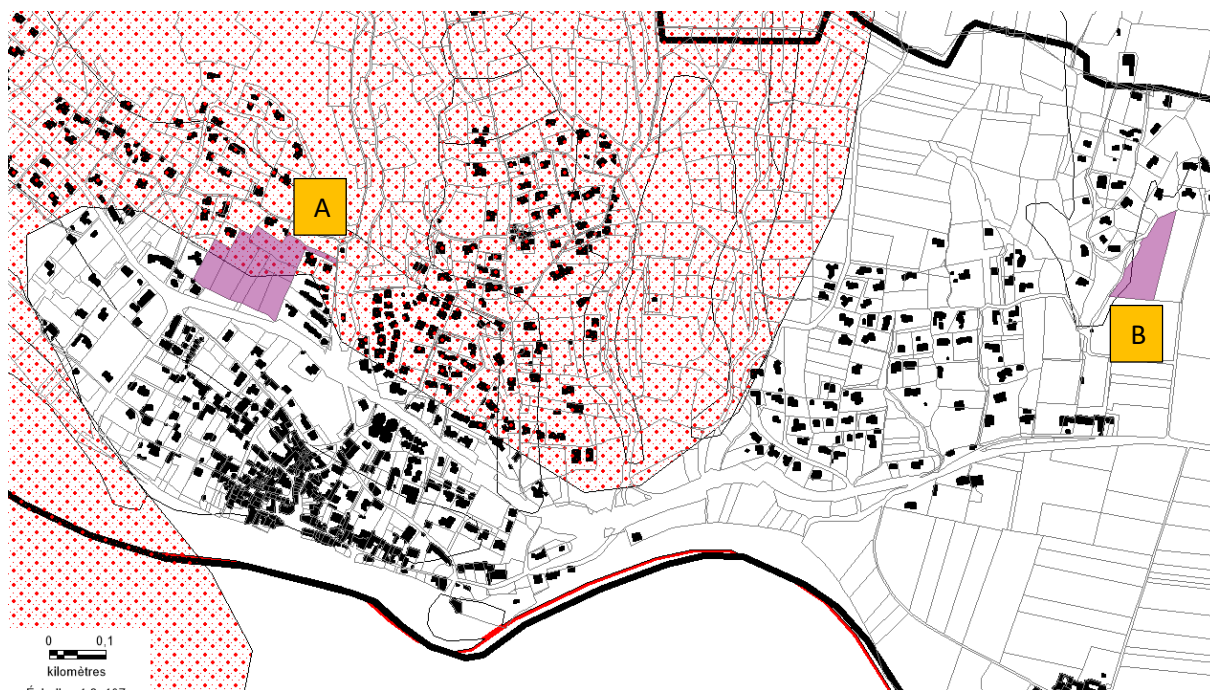




Distance entre les secteurs de projet et les zones humides majeures identifiées par le SAGE Ar-dèche :

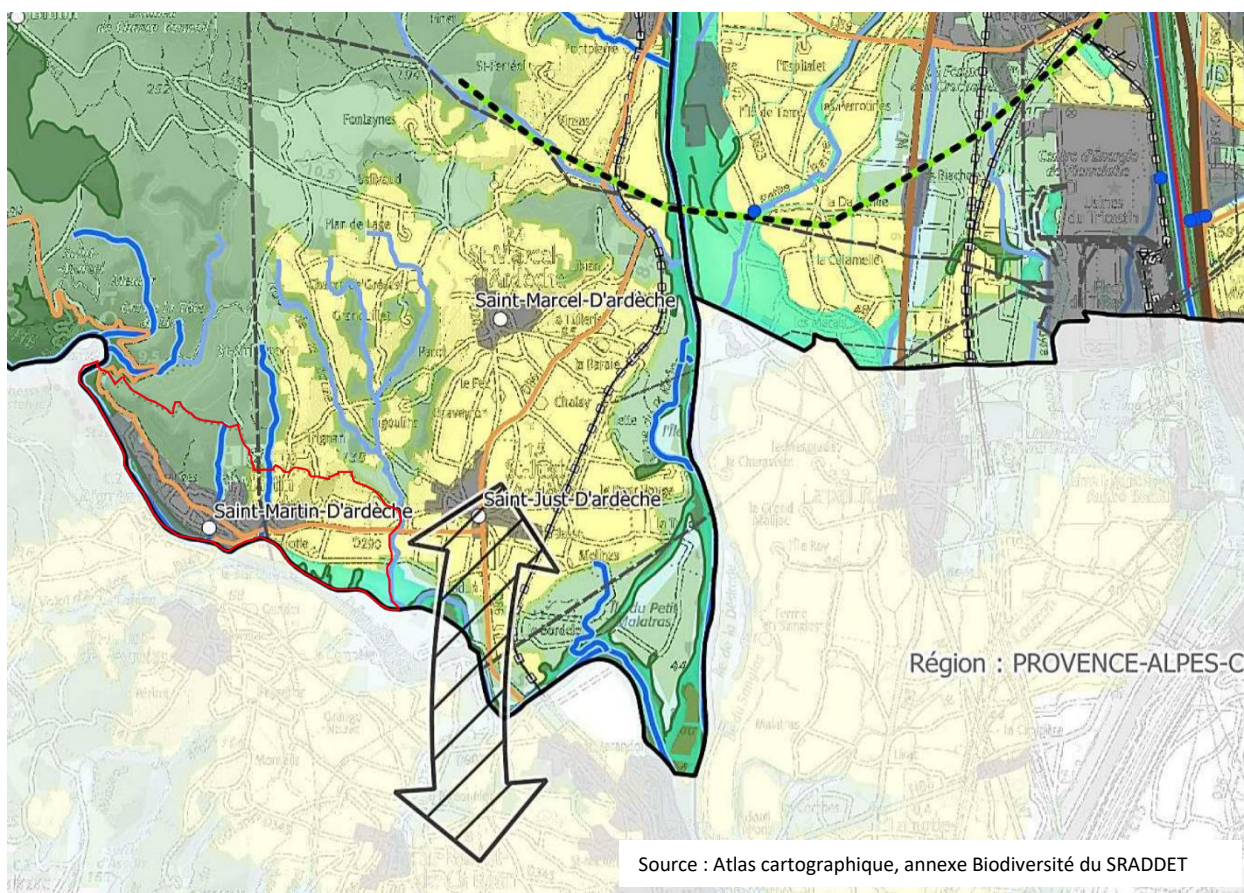


Distance entre les secteurs de projet et ZICO – zone d'importance pour la conservation des oiseaux où le projet A est en partie inclut dans le périmètre.



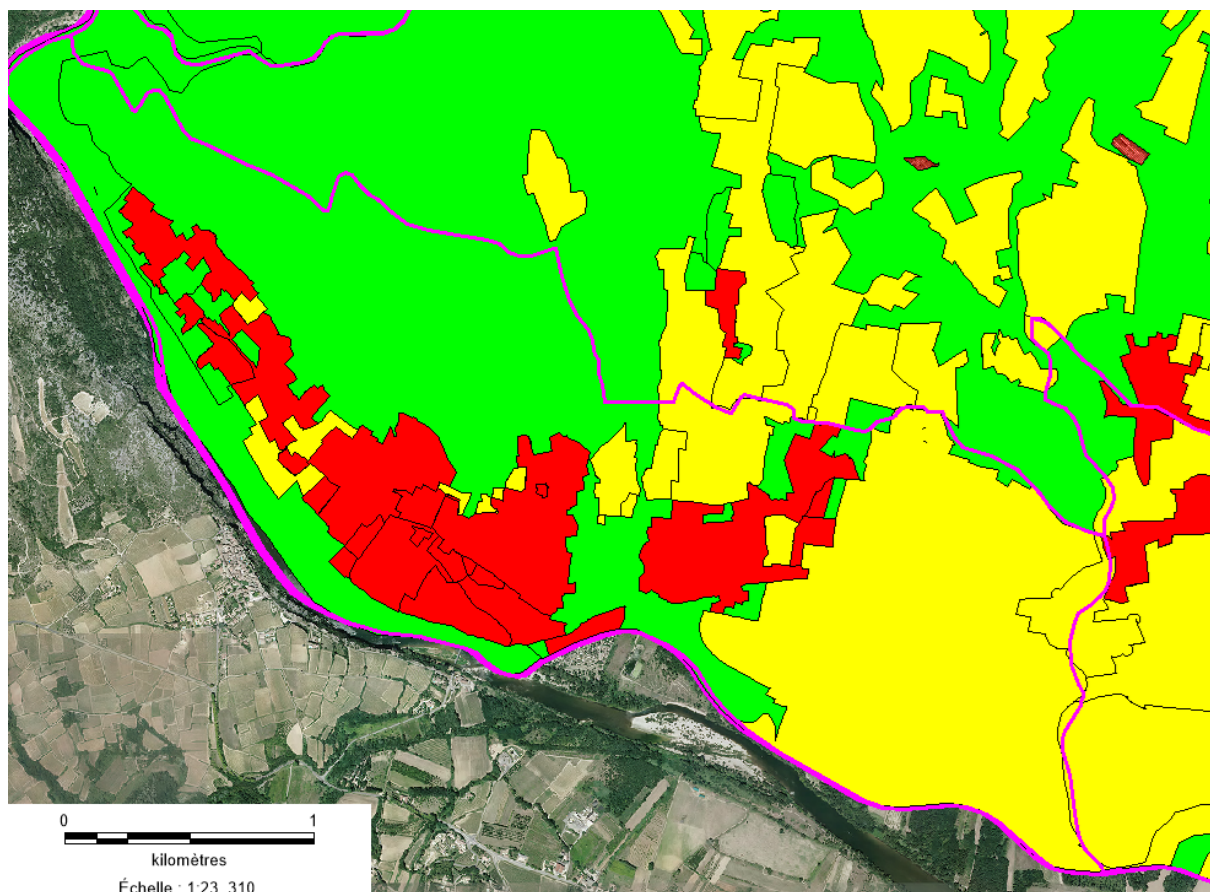
### La TVB du SRADET

La TVB identifiée sur la commune par le schéma régional ne fait pas apparaître de nouveaux enjeux, autres que ceux caractérisés par les zonages environnementaux présentés.



Dans le document d'urbanisme intercommunal en cours d'élaboration (approbation prévue fin 2025), la TVB régionale est traduite localement. Un OAP TVB permet également d'intégrer des orientations spécifiques à la prise en compte des enjeux de préservation de la biodiversité et des fonctionnalités écologiques. Les éléments de la trame bleue sont aussi complétés par l'inventaire des zones humides du SAGE Ardèche.





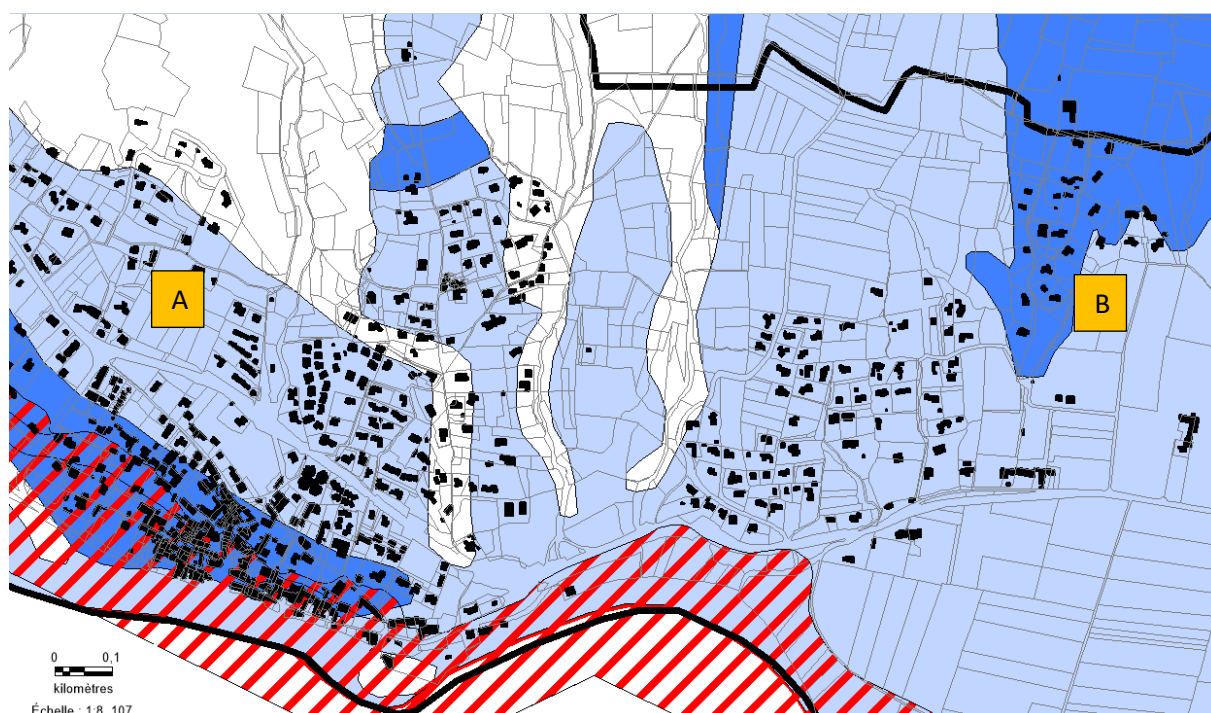
En rouge : zone U ou AU / En jaune : zone agricole / En vert : zone naturelle

Le futur zonage du PLUi-h dans sa version simplifiée (répartition par grandes familles) est compatible avec les zonages environnementaux et la TVB régionale. De plus, ce document présentera une trajectoire ZAN – zéro artificialisation nette – qui limitera la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers.

### III.3.3.2 Risque inondation et aléa retrait gonflement des argiles

La commune dispose d’un Plan de Prévention du Risque Inondation qui a été approuvé le 20 mars 2023 par arrêté préfectoral. La carte suivante propose la traduction du PPRI de l’Ardèche et de ses affluents sur la commune ainsi que la localisation des aléas faible (bleu ciel) et moyen (bleu) du retrait gonflement des argiles.

Les secteurs A et B se situent hors des zones inondations et en aléa faible du risque retrait gonflement des argiles.



- ☒ parcelles\_2020\_DRAGA
- ☒ batiment\_2020\_DRAGA
- ☒ DRAGA\_contour\_com
- ☒ l\_inond\_s\_r82
- ☒ valeurs indiv. avec Alea
- ☒ AleaRG07\_F\_region